

tâche, je crois qu'il aurait constamment incité son collègue le ministre des Ressources et du Développement économique à faire construire plus de maisons à l'intention des gens qu'on fait venir chez nous. La réalité est tout autre. Depuis les trois ans que le ministre occupe son poste, le nombre d'habitations construites chaque année a accusé une diminution constante et, l'an dernier, nous en avons construit 20 p. 100 de moins que la première année où il a dirigé son ministère.

Les immigrants trouvent qu'il leur est de plus en plus difficile d'obtenir les logis. Il est plus difficile de se trouver un logis cette année qu'il y a trois ans. Nous faisons venir des immigrants de plus en plus nombreux, mais nous construisons de moins en moins de maisons. Cette ligne de conduite a-t-elle du sens, monsieur le président? Il est bien évident qu'elle n'en a pas.

La concurrence croissante en vue de l'obtention du nombre restreint de maisons que nous avons suscité de grandes difficultés aux citoyens qui habitent le pays depuis des années, et à plus forte raison aux nouveaux venus. La demande croissante d'habitations dont le nombre diminue oblige les gens qui habitent le pays depuis des années, ainsi que ceux qui nous arrivent tous les jours, à payer un loyer exorbitant et une foule de personnes ne peuvent se trouver de logis.

Je vois que le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration branle la tête.

**L'hon. M. Harris:** Ce sont vos mots: "Des gens qui habitent le pays depuis des années" qui me faisaient branler la tête. Si vous vouliez bien limiter vos remarques au cas des immigrants, vous vous conformeriez au Règlement.

**M. Hees:** Je parle des gens que le Gouvernement a fait venir comme immigrants depuis quelques années. Il me semble que le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration doit s'intéresser aux personnes qu'on a fait venir comme immigrants il y a cinq ou dix ans, et c'est de ces personnes que je parle. Il leur est de plus en plus difficile de se loger.

Comme je l'ai dit l'autre jour au ministre des Ressources et du Développement économique, je peux faire visiter au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration des endroits, à Toronto, où des gens qui ont quatre ou cinq enfants vivent dans une seule pièce et paient un loyer qui va jusqu'à \$60 par mois. De plus, ils ont une peur terrible qu'on leur demande de déménager à cause des enfants. Si le ministre et le Gouvernement estiment que ces conditions sont favorables à la formation de bons citoyens, je crains de ne pouvoir aucunement partager leur avis.

J'ai exposé à la Chambre, il y a trois jours, ainsi qu'en témoigne la page 4422 du *hansard*, les grandes lignes des mesures prises par d'autres pays pour construire des maisons destinées non seulement aux nouveaux venus mais aussi à ceux qui ont vécu toute leur vie à l'intérieur de leurs frontières. Si le gouvernement voulait suivre l'exemple donné par les autres pays et qui est très simple, nous pourrions construire deux fois plus de maisons que nous ne le faisons à l'heure actuelle. Les gens du pays et les immigrants que le Gouvernement a amenés chez nous il y a quelques années pourraient ainsi trouver à se loger à un prix raisonnable.

Monsieur le président, j'aimerais maintenant traiter d'un autre sujet très étroitement relié à l'immigration. Il s'agit d'une déclaration faite il y a deux jours par M. Jean Désy, directeur du Service international de Radio-Canada qui est chargé de faire savoir au monde entier combien il fait bon habiter au Canada. Il est censé être notre premier publiciste à cet égard; pourtant, parlant au Club Richelieu de Québec, mercredi, il aurait, selon le texte préparé qu'il a remis, à l'avance, à la *Presse canadienne* dans l'intention bien évidente de lui donner une grande publicité, fait la déclaration suivante. Je cite cette déclaration telle qu'elle apparaît dans le texte préparé et suivant la reproduction exacte qu'en donne le *Canada* du 23 avril.

**Une voix:** De quel journal s'agit-il?

**M. Hees:** *Le Canada*. M. Désy a dit:

(Texte)

Les deux principaux groupes ethniques du Canada ont des droits naturels, historiques et constitutionnels, auxquels les nouveaux venus d'autre origine ne sauraient prétendre.

(Traduction)

Je crois, monsieur le président, que son exposé est fait pour indisposer non seulement les gens qui sont entrés dernièrement au pays, d'Europe et d'autres parties du monde, mais aussi ceux qui demeurent ici depuis de nombreuses années. Bon nombre de ceux dont M. Désy dit qu'ils n'ont aucun droit naturel, historique ou constitutionnel sont devenus des citoyens très distingués du pays et comptent parmi les meilleurs que nous ayons.

Je crois que c'est une déclaration très étrange de la part d'un fonctionnaire chargé de faire connaître à des gens de toutes les parties du monde les attraits du Canada. Cette déclaration signifie simplement, à mon avis, que le Canada est un pays composé de deux classes de citoyens. Ce n'est pas avec des propos comme ceux-là qu'on attirera des immigrants.